Vivier-au-Court : finances de la commune

Commune · Ardennes (08) · 2 885 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Vivier-au-Court affichait un encours de dette de 2,4 M€, soit 834 € par habitant, une épargne brute égale à 17,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 4 ans.

Dette par habitant
834 €
2,4 M€ au total

Capacité de désendettement
4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
17,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
984 € / hab.
2,8 M€ au total

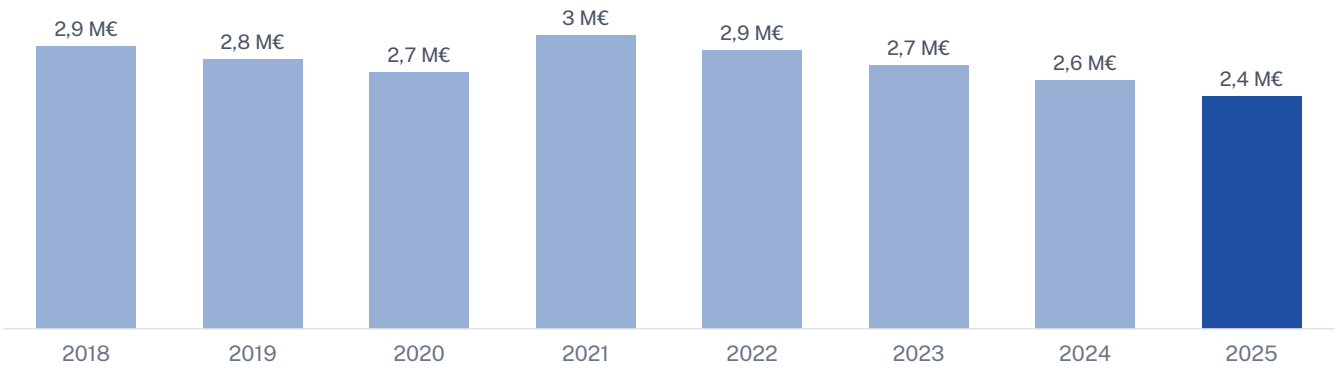
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	984 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	50,7 %	499 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	17,6 %	210 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	834 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	202 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	724 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 2,9 M€ en 2018 à 2,4 M€ en 2025 (-17,7 %). Valeur la plus haute : 3 M€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	2,9 M€	10,6 %	8,8 ans	367 k€
2019	2,8 M€	16 %	5,6 ans	1 M€
2020	2,7 M€	10,1 %	8,5 ans	1,7 M€
2021	3 M€	11,2 %	8,8 ans	900 k€
2022	2,9 M€	8,9 %	10,3 ans	122 k€
2023	2,7 M€	7,6 %	11,1 ans	480 k€
2024	2,6 M€	11,2 %	6,8 ans	785 k€
2025	2,4 M€	17,6 %	4 ans	583 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Vivier-au-Court	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	834 €	350 €	+138 %
Impôts locaux par habitant	724 €	449 €	+61,4 %
Frais de personnel par habitant	499 €	380 €	+31,4 %
Investissement par habitant	202 €	218 €	−7,4 %
Taux d'épargne brute	17,6 %	10,4 %	
Capacité de désendettement	4 ans	3,2 ans	

Jumelles : Équihen-Plage (62), Trélon (59), Cauchy-à-la-Tour (62), Maignelay-Montigny (60), Burbure (62), Chocques (62), Lewarde (59), Orgon (13), Pont-sur-Sambre (59), Cousolre (59). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	3 087	2 885	−6,5 %	−3,1 %
Dette par habitant	904 €	834 €	−7,8 %	−26,7 %
Impôts locaux par habitant	686 €	724 €	+5,6 %	+31,8 %
Frais de personnel par habitant	480 €	499 €	+3,8 %	+20,9 %
Taux d'épargne brute	16 %	17,6 %	+1,6 point	−1,5 point
Capacité de désendettement	5,6 ans	4 ans	−1,7 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 531 €		1 675 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Vivier-au-Court	Comparaison
Habitants (2023)	2 732	−12,8 % depuis 2012 (département : −6 %)
65 ans ou plus (2023)	20,4 %	département : 23,2 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	6 pour 100 habitants	département : 6,4
Salariés du secteur privé (2025)	1 255	−7,6 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	181	−41,4 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	80,2	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 040 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 1 320 emplois, soit 122 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0,5 %	2,4 %	1,3 %	0,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9,4 %	6,2 %	6,6 %	8,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,6 %	9,1 %	20,1 %	5,7 %
Professions intermédiaires	30,3 %	25,5 %	26,4 %	19,7 %
Employés	26,7 %	28,3 %	26,1 %	11,1 %
Ouvriers	27,5 %	28,6 %	19,5 %	55 %

Professions les plus exercées par les habitants : Grand Est

Profession	Habitants (environ)	Part
Infirmiers en soins généraux salariés	41 560	1,8 %
Aides-soignants	41 560	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 610	1,7 %
Ouvriers du nettoyage	40 040	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 540	1,5 %
Conducteurs de poids lourds	33 880	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	33 820	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	31 800	1,4 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	27 950	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	26 970	1,2 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	26 170	1,1 %
Employés de libre-service du commerce	23 860	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Ardennes (08)) : 5 157 au moins, dont 44,7 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	307	62,2 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	286	97,6 %
Employés de libre service	259	1,9 %
Agriculteurs	238	15,5 %
Aides-soignants	232	44,4 %
Télévendeurs et téléconseillers	222	86,5 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	190	35,8 %
Caissiers	160	5 %
Infirmiers et sages-femmes	130	82,3 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	127	16,5 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Vivier-au-Court
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	330 k€ pour 5 projets
Par habitant	115 € (communes de même taille : 182 € ; département : 253 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	24,6 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Sécurisation de la voirie grâce à la création d'aménagement de sécurité (rue du cercle, rue Fuzelier, rue Ambroize Croizat, rue Tambach-Dietharz -RD 5)	80 000 €
2025	DETR	Travaux de voirie en vue de lutter contre les inondations	44 285 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.